

A Lyon , 04 octobre 2016

Monsieur le Président

La rentrée économique, sociale et politique a été le moins que l'on puisse dire très chargée : annonce de la fermeture d'Alstom à Belfort, situation économique toujours marquée par un chômage de masse, annonces fiscales surtout pour les sociétés et quelques miettes pour les ménages, reprise de la mobilisation contre la loi travail,

A cela s'ajoute les discours politiques de certains futurs candidats aux présidentielles qui ont en ligne de mire : tous contre la fonction publique. Entre les suppressions de postes qui vont de 350.000 à un million au choix, la remise en cause des 35 heures sans augmentation de salaire, la retraite portée à 64 ou 65 ans avec alignement du public sur le privé et la fin du statut prôné par certains, il est clair que pour certains espèrent la grande braderie de la fonction publique .

Comble d'ironie, certains n'hésitent pas à louer le sens de l'état et du service public des fonctionnaires voire leur nécessité tout en prônant leur disparition.

La DGFIP ne fera pas exception à cette vague : 2017 verra au moins 1630 emplois « ETP » disparaître, des plans de qualifications en totale régression, des augmentations de salaire squelettiques et des fusions, des réformes encore et encore qui aboutissent à mettre à mal le service public de proximité (544 trésoreries ont fermé depuis 2009 à titre d'exemple) . Il est vrai que l'heure est aux économies si l'on veut atteindre les 2,7% de déficit comme cela est annoncé dans le projet de loi de finances 2017 !!

Quant à la mise en place du prélèvement à la source, elle aura un impact sans précédent : accueil, site, centre de contact en lieu et place des CPS, suppressions d'emplois, tous les services seront touchés.

Solidaires finances publiques réaffirme son opposition à cette réforme : cela ne va pas augmenter les rentrées fiscales au contraire. Ce sont des moyens pour lutter contre la fraude fiscale en arrêtant notamment les suppressions d'emplois et une véritable réforme (en s'attaquant aux niches fiscales par exemple) qu'il est impératif de mettre en place et non pas une réforme purement politicienne.

Le Rhône n'échappe pas à ce mouvement de restructurations et nul ne doute que les fusions et fermetures continueront dans les années à venir.

Pour les agents, elles sont extrêmement porteuses d'inquiétude, d'angoisse.

D'autant plus que certaines comme l'installation du PCRP sont faites dans la plus grande confusion : absence d'informatique, matériel manquant....

A plusieurs reprises Solidaires Finances Publiques a tiré la sonnette d'alarme sur la situation de tension extrême dans laquelle se trouve la DGFIP. Les actions de Vierzon, de Perpignan entre autres ont été un premier coup de semonce. Mais la réponse a été de continuer les réformes tout azimut.

Face à ces positions dogmatiques, Solidaires finances publiques en tirera toutes les conséquences en terme de mobilisation et d'action.